



L'humanitarisme contre la politique ?

Entretien avec Rony Brauman

Publié dans Le Banquet, numéro 2, premier semestre 1993

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

L'humanitarisme contre la politique ?

Entretien avec Rony Brauman

Revue Le Banquet, Année 1993, Numéro 2

Le Banquet: La spécificité de Médecins sans frontières est que votre organisation ne fait pas de l'humanitarisme pur, à tout prix, mais n'agit que si les conditions politiques de son efficacité sont réunies. Pouvez-vous nous expliquer, à partir d'exemples précis, la portée concrète de cette analyse ? Ne craignez-vous pas que certains vous taxent d'humanitarisme sélectif ?

Rony Brauman: Il ne s'agit pas de conditions politiques globales mais de conditions minimum. Le contexte de l'action humanitaire, c'est celui de la crise, du déséquilibre profond, de la lacération d'un tissu social préexistant: conflits internes, guerres civiles, interétatiques ou ethniques, catastrophes naturelles et, entre les deux, ces situations fréquentes où l'on voit les aléas climatiques amplifier les conséquences de troubles internes sur fond de fragilité sociale. Dans un tel contexte, il ne s'agit pas de proposer une nouvelle forme d'organisation de la vie quotidienne, un nouveau projet collectif, ce qui est de l'ordre de l'aide au développement, mais avant tout d'atténuer les conséquences humaines immédiates de la crise. Cela signifie des soins médicaux, éventuellement de l'aide alimentaire ou nutritionnelle et, presque toujours, de l'aide logistique. Il est vrai qu'à M.S.F., nous considérons que l'action humanitaire prend tout son sens lorsqu'elle a pour but d'aider des individus à franchir un cap difficile et à restaurer leur capacité de choix personnel. C'est à eux, ensuite, de savoir s'ils veulent se "développer". A la limite, ce n'est pas notre problème. Mais pour mener à bien une mission humanitaire, pour avoir un minimum d'efficacité et respecter la dignité des gens que nous voulons aider, il faut un minimum de liberté, d'espace de mouvement et de dialogue, il faut pouvoir disposer d'informations fiables, c'est-à-dire recueillies librement. Lorsque l'on se trouve dans un milieu marqué par le totalitarisme, lorsqu'il n'existe pas de liberté de manœuvre minimum, l'aide humanitaire n'aide plus les populations mais le pouvoir sous le joug duquel elles se trouvent.

Le Banquet: Cela suppose évidemment une vision de long terme qui dépasse la simple considération de la souffrance immédiate, une analyse en amont.

R.B.: Oui, cela requiert qu'au-delà de l'émotion, sans laquelle il n'y a pas d'engagement dans l'action humanitaire, les responsables des organisations humanitaires conservent une certaine distance, gardent leur lucidité face aux conditions toujours difficiles, tendues des missions de terrain. L'Ethiopie en est un exemple caricatural. Pendant toute l'année 1984, la famine a tué des centaines de milliers de personnes. D'un seul coup, après les célébrations fastueuses du Xe anniversaire de la révolution éthiopienne et de la création du Parti des Travailleurs, apparaît une ouverture qui permet aux organisations humanitaires privées et intergouvernementales d'aller sur le terrain. Cette ouverture était en fait un canal dans lequel elles étaient étroitement contrôlées par le gouvernement sans en avoir vraiment conscience. Il s'agissait d'aller dans des centres de regroupement des sinistrés de la faim et de la guerre et de les secourir. Quoi de moins critiquable a priori ? On sauvait des gens. Mais, en même temps, on créait un climat de confiance trompeur au sein de la population qui affluait en nombre toujours plus grand dans des centres de distribution de l'aide, qui regroupaient entre cinquante et cent mille

personnes chacun. C'est alors que des déportations massives ont commencé. L'argent et les moyens de transport envoyés par la communauté internationale pour acheminer les secours ont été largement utilisés pour financer cette politique de transferts forcés.

Le Banquet: C'était une sorte d'appât, de piège.

R.B.: Oui. Il nous a fallu des mois pour comprendre cela. Occupés que nous étions à travailler jour et nuit, les exactions, les rafles étaient pour nous un théâtre d'ombres auquel nous ne comprenions rien. Nous en avons découvert la logique profonde grâce à des enquêtes réalisées de l'extérieur auprès des réfugiés éthiopiens. Elles nous ont montré que nous étions manipulés par le gouvernement et que l'aide tuait plus qu'elle ne sauvait en étant mise au service d'un projet de "dékoulakisation" - selon le terme employé localement - et de collectivisation accélérée dont les effets ont été dévastateurs. Alors que la sécheresse était passée, que le pays reverdissait, 600.000 personnes ont été arrachées de force aux hauts plateaux du nord du pays où ils vivaient pour être réinstallés de force dans les plaines du sud. 200.000 en sont mortes. Voilà un exemple de détournement de l'aide dans un régime totalitaire. On a vu le même phénomène de captation et d'asservissement de l'aide humanitaire dans certains camps de réfugiés où toute l'aide était canalisée par des "comités" de réfugiés qui ont transformé ces camps en de véritables petites républiques populaires. Pour que l'action humanitaire soit possible sans être dévoyée, retournée contre ses objectifs, il faut qu'existe cet espace de liberté dont je parlais. C'est heureusement la majorité des cas.

Le Banquet: Donc les cas extrêmes sont assez rares même si beaucoup de pays où interviennent les organisations humanitaires ne sont pas précisément des démocraties.

R.B.: Oui. D'ailleurs, si nous n'acceptons d'intervenir que dans les pays démocratiques, nous ferions mieux de mettre tout de suite la clef sous la porte! Mais entre la démocratie que nous connaissons et la tyrannie absolue, il y a toute une gamme d'intermédiaires qui forment le contexte habituel de nos actions. Si cet espace de liberté nous est presque toujours reconnu au démarrage d'une mission, il arrive qu'avec le temps le pouvoir cherche à s'assurer le contrôle exclusif, la main-mise sur notre action. C'est alors qu'il faut négocier. Ici, la notoriété d'une organisation peut jouer un grand rôle: plus la renommée est grande, en effet, plus est important l'effet de levier permettant de reconquérir l'espace de liberté. En laissant notamment entendre que, si un accord satisfaisant ne peut pas être atteint, nous serons amenés à nous retirer. Le retrait, assorti d'explications publiques, est à la fois notre ultime argument de négociation et la toile de fond de celle-ci. C'est une sorte de chantage à la dénonciation publique.

Le Banquet: Pour la Yougoslavie, il semblerait que les conditions politiques et de sécurité ne soient pas réunies.

R.B.: La Yougoslavie pose des problèmes différents car il s'agit d'un pays développé qui dispose de ressources humaines et matérielles et qui n'a pas a priori besoin d'aide extérieure. Ce que nous avons dénoncé, c'est l'activisme humanitaire qui permet commodément à nos gouvernements d'oublier leurs responsabilités

particulières dans ce conflit tout en entretenant l'illusion d'un engagement. En annonçant publiquement que la force ne serait en aucun cas utilisée ("nous n'ajouterons pas la guerre à la guerre" a dit François Mitterrand, ruinant ainsi toute possibilité de dissuasion), en se bornant à demander courtoisement que soit seulement humanisé ce processus de conquête territoriale et d'hégémonie raciale que nous voyons à l'œuvre en Bosnie, les gouvernements européens, et notamment les plus puissants d'entre eux, ont démissionné. L'anxiolytique humanitaire, que la télévision nous administre tous les soirs, nous permet sans doute de supporter ce que chacun considère comme absolument intolérable. Il ne nous prémunira pourtant pas contre les conséquences probables de notre inaction: le sceau de l'infamie, qui marquera durablement une Europe ayant tourné le dos aux principes mêmes sur lesquels elle s'est fondée. L'extension de la guerre dans les Balkans, qui pourrait bien alors forcer un engagement européen dans les pires conditions. Mais aussi l'apparition d'un "problème palestinien" en pleine Europe. Et enfin le message implicite que nous adressons aux apprentis-führers que l'Europe cache toujours en son sein: "massacrez, déportez, purifiez, mais de grâce, laissez passer nos convois humanitaires". Ni l'humanitaire, ni la politique n'en sortiront grandis.

Le Banquet: Un des problèmes de organisations non gouvernementales, qu'elles soient médicales ou centrées sur l'aide au développement, est la préoccupation compréhensible des donateurs que l'aide arrive effectivement à ses bénéficiaires annoncés - en particulier en limitant les frais de structure. Or le "paysage humanitaire français" est plus éclaté que dans d'autres pays. Pouvez-vous, d'une part, expliquer les raisons de cet éclatement, d'autre part, dire si, d'après vous, il sera un jour possible qu'il le soit moins ?

R.B.: Sur le deuxième point, je pense qu'une série d'organisations moyennes risquent de disparaître au profit de deux pôles, la petite association locale qui se mobilise sur un projet précis - telle école au Burkina, tel périmètre irrigué au Mali - et l'organisation puissante, dont le domaine d'action est plus vaste et qui est capable d'absorber de grandes quantités de moyens et de fonds, de se déployer de façon massive sur le terrain avec des reins structurellement solides - une trésorerie, une base de soutien susceptibles d'encaisser de grosses variations d'activité. Entre les deux, les organisations moyennes s'affaiblissent. On assiste à une ébauche de recomposition du paysage. Pour ce qui concerne les causes de cet "éclatement", c'est notre tempérament national, notre idiosyncrasie qu'il faut interroger: le monde des organisations d'entraide est aussi morcelé que la France, dans son organisation politico-administrative. L'individualisme, la méfiance vis-à-vis de structures trop éloignées de leurs bases en sont, je crois, les principales raisons. Mais voyons-en les répercussions pratiques: la première "crise de croissance" de M.S.F., en 1979, a donné lieu à la naissance de deux associations, Aide médicale internationale et Médecins du monde. De cet éclatement, il est impossible de tirer une leçon univoque: la pluralité évite le monopole, le ronronnement, la lourdeur des structures qui se sclérosent. Si M.S.F. devait reprendre les activités des autres associations, ce serait au prix d'une perte de souplesse et de réactivité. D'autre part, cette pluralité permet un élargissement du champ d'action. Les domaines d'intervention de M.S.F. et M.D.M. ne sont pas aisément superposables: M.D.M. est plus encline à prendre la parole sur tel ou tel phénomène de société; M.S.F. a plus de capacité opérationnelle dans les grandes crises, prend davantage position sur les questions tenant aux rapports entre humanitaire et politique et défend l'indépendance du mouvement

humanitaire par rapport au politique. C'est pourquoi il me semble important d'affirmer qu'une telle pluralité - avec ses conséquences - vaut mieux qu'un centralisme paralysant. Même si cette dispersion perturbe les donateurs et sème une certaine confusion dans l'esprit des gens, même s'il existe parfois des chevauchements et des compétitions nocives, notamment pour ce qui concerne l'accès aux médias.

Le Banquet: A ce propos, on ne peut pas ne pas évoquer les conséquences de la médiatisation des catastrophes. Vous en vivez et vous en souffrez, nous pensons notamment à l'engouement pour la Somalie un jour, pour la Yougoslavie un autre, puis pour tel pays d'Amérique du Sud. D'où une discontinuité et peut-être une difficulté de doser sur le long terme l'effort financier et humain dans telle ou telle zone.

R.B.: La médiatisation des catastrophes a plusieurs effets pervers. Le premier est celui de donner du tiers-monde une image de chaos généralisé, de mouvoir où rien ne peut être attendu que des famines, des guerres, des déportations, des massacres, des tremblements de terre. La lumière n'est projetée que s'il y a une catastrophe; sinon, c'est l'ombre.

Le Banquet: Et quand la lumière s'éteint, on oublie le problème.

R.B.: Ensuite, la lumière s'allume ailleurs et on a le sentiment que c'est la même scène qui, indéfiniment, recommence. On oublie qu'il y a une grande diversité de causes, de situations, de localisations. On ne parlera du Sahel que lorsqu'à nouveau une famine l'aura frappé et on n'en parlera pas cette année, où il produit plus qu'il ne consomme et exporte des céréales. Le Monde ou Libération ne vont pas faire leur "une" pour annoncer que le Niger est excédentaire en mill! Ce n'est pas une information. Deuxième effet pervers, le fait d'avoir chez soi, à sa table, un soir le Pérou, un autre le Cambodge, crée une sorte de proximité illusoire entre le spectateur et la situation de crise. L'image du secouriste et de l'enfant décharné en Ethiopie élimine tout ce qui s'intercale entre elle et nous: notamment le contexte politique, historique, implicitement présent lorsque nous voyons un reportage sur une catastrophe en France et totalement absent dans les cas qui nous préoccupent. Cela crée l'impression d'une sorte de "direct" entre nous, acteurs potentiels et eux, victimes, ce qui est totalement illusoire. Cela induit une imagerie simple et trompeuse, dommageable à la compréhension de ce qui se passe et de l'organisation des secours. On est prisonnier de cette image très ambiguë du "village planétaire", un village dont chaque habitant est censé savoir désormais ce qui se passe dans le reste du monde.

Le Banquet: La globalisation crée l'indifférenciation, car elle ne fait pas sens, alors que dans le village il y a du sens.

R.B.: Oui. Chaque événement dans un village s'inscrit dans une histoire qui lui donne son sens. Les images qui nous parviennent du bout du monde sont dépourvues de sens, chargées seulement d'émotion. Il y a ainsi annulation de la possibilité de comprendre et incitation permanente à la surenchère. Troisième effet pervers: dans une situation d'urgence, les organisations qui dépendent des dons publics peuvent être poussées à s'installer dans un endroit secondaire pour l'action mais stratégique pour la publicité... Le jeu médiatique peut nous pousser à la faute.

Le Banquet: Une autre question est liée: celle de l'évolution ces dernières années des modes d'intervention des organisations humanitaires. Pouvez-vous nous rappeler cette évolution ? Quelles sont les difficultés spécifiques de l'action humanitaire aujourd'hui, si elles existent, sur les plans technique, politique, etc. ?

R.B.: Les dix dernières années ont été marquées par la professionnalisation du mouvement humanitaire. Je ne pense pas pour autant qu'on puisse être un "humanitaire professionnel" - il n'y a pas de professionnel de la morale, fût-elle traduite en actes. Mais l'action humanitaire ne peut plus se passer de compétences professionnelles, en matière de gestion, d'organisation, comme dans l'action elle-même. La "santé internationale", par exemple, devient une discipline en soi, faite de trois domaines distincts de compétences qui entourent la pratique médicale proprement dite, et dont l'articulation forme un tout cohérent: d'une part la logistique, qui permet d'assurer l'approvisionnement en médicaments, de réparer des véhicules, de disposer de moyens de télécommunications, de restaurer des dispensaires et hôpitaux, bref de fournir un plateau technique sans lequel le médecin est totalement démuné. D'autre part l'épidémiologie d'intervention, c'est-à-dire des techniques particulières d'évaluation rapide et de suivi, prenant en compte des paramètres démographiques et sociaux, les ressources disponibles, les données d'environnement, etc. Il y a enfin ce que les Anglais appellent la sanitation, c'est-à-dire l'hygiène et l'assainissement, portant tout particulièrement sur l'eau et les excréta. Cette évolution, considérée ici sous son aspect médical, a transformé le paysage humanitaire, en introduisant une masse critique en deçà de laquelle ces compétences techniques ne peuvent être réunies.

Deuxième évolution importante: la reconnaissance internationale de l'action humanitaire. Je vois un contraste saisissant entre la manière dont nous sommes reçus maintenant dans les administrations, les ambassades, et le début des années 1980, où dominaient encore, disons, la perplexité, voire le scepticisme. Je crois que cette reconnaissance internationale, qui nous donne une capacité d'action et de négociation plus grande, est due au dynamisme et à la professionnalisation relative du mouvement humanitaire, ainsi qu'à l'évolution des mentalités due à la chute du communisme, à la restauration de valeurs liées aux droits de la personne qu'on considérait jadis comme petites-bourgeoises.

Le Banquet: Pouvez-vous nous parler du volet international de l'organisation de Médecins sans frontières, qui peut être un des éléments de la professionnalisation que vous venez d'évoquer ? Comment se concrétise-t-elle sur le terrain ? Est-elle une potentialité d'avenir ?

R.B.: L'un des grands problèmes des organisations humanitaires françaises est de ne pas avoir anticipé l'Europe. L'une des principales sources de l'énergie et du dynamisme de M.S.F. vient de sa constitution en réseau européen. L'exemple le plus éloquent est le déploiement international de M.S.F. lors de l'exode des Kurdes. Nous avons assuré pendant les deux premiers mois - mais surtout pendant les trois premières semaines où il n'y avait quasiment personne - 80% de la couverture médicale des réfugiés sur les frontières turque et iranienne. En l'espace de quinze jours, nous avons installé des équipes médicales, monté des hôpitaux et des dispensaires, amené médicaments, vivres, etc. Ce qui aurait été impossible sans une

structuration internationale de M.S.F. qui a permis un partage du travail, des coûts, des zones géographiques. Nous nous sommes répartis sur les trois pays - Irak, Iran, Turquie - et avons pu donner une dimension et une efficacité à notre action impensables quelques années auparavant. Cela nous permet également de mener des actions ponctuelles de lobbying. Dès l'arrivée des premiers groupes de réfugiés kurdes en Turquie, nous avons su l'ampleur de la catastrophe, grâce à une équipe entrée clandestinement en Irak pour une mission exploratoire dans les zones kurdes lors de l'insurrection. Surprise par l'offensive de l'armée irakienne, cette équipe a accompagné l'exode, franchi la frontière turque avec les Kurdes et nous a donné immédiatement des informations détaillées sur la gravité et l'ampleur du désastre. Nous avons alors lancé aux Alliés un appel en quatre points, demandant le déblocage immédiat de fonds spéciaux, la constitution de zones de sécurité le long des frontières, l'envoi d'hélicoptères gros porteurs et enfin la présence de secouristes internationaux. Grâce à notre réseau européen, il a été possible de remettre immédiatement ce document au Premier Ministre luxembourgeois, président en exercice du Conseil européen lors de la réunion de celui-ci.

Le Banquet: Passons maintenant à une question plus politique. Il est de notoriété publique que des divergences importantes d'appréciation vous ont opposé et vous opposent à Bernard Kouchner. Pouvez-vous les préciser sur les plans technique et politique ? Pensez-vous que son ultra-médiatisation serve ou, au contraire, desserve la cause de l'action humanitaire ? Au-delà, est-ce que le fait qu'il y ait un ministère de l'action humanitaire est bon ou est-ce que cela risque de donner l'impression que l'Etat se charge de tout, ce qui irait contre la spontanéité du public ?

R.B.: A court terme, la médiatisation de Kouchner sert la cause de l'action humanitaire. Son dynamisme, son talent médiatique ont été mis au service de cette action. Il serait toutefois dangereux, puisque personne n'est à l'abri de l'erreur et que Kouchner s'engage de plus en plus dans une action politique, que l'action humanitaire soit entièrement symbolisée par lui. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est important pour nous d'affirmer notre indépendance. Une autre raison, moins circonstancielle, est liée aux principes mêmes de l'action humanitaire. Celle-ci s'adresse à des hommes indépendamment de toute considération politique, religieuse, raciale. La politique ne s'adresse pas à des hommes indépendamment de toute condition politique, du moins à l'extérieur de son pays. Jamais, le gouvernement français ne pourrait aider un pays où il estimerait que des intérêts contraires à ceux de la France sont en jeu. A Djibouti, où pendant très longtemps le gouvernement a soutenu le régime de Hassan Gouled, il y a eu des gendarmes français - cela été publié et jamais démenti - dans des salles de torture où étaient interrogés des opposants au régime, même si personne au gouvernement français n'approuve la torture. Mais il y a la raison d'Etat et la présence de la France dans l'Océan indien qui dépassent les considérations humanitaires. Alors que l'action humanitaire ne doit être décidée qu'en fonction des besoins, et sans aucune discrimination, un gouvernement a de nombreux autres paramètres à prendre en compte - économiques, diplomatiques, stratégiques -, si bien que l'action humanitaire y est décidée en fonction de paramètres largement étrangers à sa finalité. A être utilisée comme une ressource politique, l'aide humanitaire risque de devenir sélective et partielle, de se vider par conséquent de son contenu. Or il ne faut pas oublier que nous sommes bien souvent face à des chefs de guerre, sur des terrains difficiles,

dangereux, où il est important de montrer qu'on n'agit pas au nom d'intérêts gouvernementaux, qu'on ne défend pas d'autre idée que l'humanisme et la morale et qu'on est là pour aider. C'est essentiel pour assurer à la fois un minimum de sécurité pour les équipes humanitaires opérant dans les conflits et l'efficacité de notre action sur ce genre de terrain.

Sur la forme, je me suis opposé à Kouchner sur un point précis: quand un ministre parle, c'est le gouvernement qui parle. Quand il annexe dans un discours globalisant le mouvement humanitaire français (par exemple lors du tremblement de terre en Iran, où Kouchner annonce qu'il part "coordonner l'action des secouristes français"), je dois prendre publiquement position pour dire que les secouristes en question sont à pied d'œuvre depuis plusieurs jours et qu'ils n'ont pas besoin d'être coordonnés par un ministre. Ce n'est surtout pas en Iran, compte tenu du contentieux qui existe entre la France et l'Iran, qu'une organisation humanitaire va se faire diriger par un ministre qui a nécessairement une fonction diplomatique dans cette affaire-là. Il est bien évident que les considérations humanitaires ne sont pas seules en jeu lorsque le gouvernement iranien accepte la présence d'un ministre français sur son territoire. Or nous ne pouvons pas nous permettre d'être mêlés à ces tractations, par ailleurs tout-à-fait normales pour un gouvernement. Et il n'est pas suffisant que M.S.F. soit effectivement indépendant: il est nécessaire que nous le soyons visiblement. Ce qui peut nous conduire à l'affirmer de manière conflictuelle.

Le Banquet: Mais cela va être perçu comme la résurgence d'un conflit ancien, puisque celui-ci existait.

R.B.: Sans doute. Mais il serait très réducteur d'imputer tout désaccord à un conflit de personnes. J'espère avoir montré qu'il s'agit en l'occurrence d'un véritable problème pratique et philosophique. Un autre de nos désaccords concerne l'ingérence, qui se situe sur un registre intermédiaire entre l'action et la philosophie de l'action. Pendant des années, les organisations humanitaires françaises ont pratiqué l'ingérence humanitaire - dont Kouchner peut à juste titre rappeler qu'il en fut l'un des principaux promoteurs. Il y fallait une certaine audace intellectuelle doublée d'une vraie audace physique. Comme des centaines d'autres, j'ai traversé clandestinement des frontières et travaillé illégalement dans des pays en guerre. Et nous continuerons de le faire. Mais faire passer cette notion de devoir d'ingérence humanitaire au rang d'un droit que détiendraient les Etats démocratiques à l'encontre des Etats qui ne le sont pas, c'est se livrer à un inacceptable tour de passe-passe et c'est réduire en même temps l'action humanitaire à un slogan. Dire par exemple que l'ingérence humanitaire a permis d'éviter le massacre des Kurdes en mars-avril 1991 comme je l'ai entendu dire il y a quelques jours par un représentant de Bernard Kouchner, est un mensonge: le massacre des Kurdes s'est perpétré devant les troupes alliées qui sont restées l'arme au pied. Ce n'est qu'ensuite, lorsque les Kurdes, par leur seule présence et leur nombre, ont menacé de déstabiliser la Turquie, et sous la pression de l'opinion et des médias, que l'opération - dite Provide Comfort - de rapatriement des Kurdes chez eux a été lancée. Il ne s'agissait pas des sauver mais d'éviter que la stabilité régionale soit menacée par l'exode des Kurdes. On inverse l'ensemble des évolutions, on met la cause avant l'effet, on parle par slogans. Derrière cela, on cherche à nous expliquer que l'ingérence appliquée par les Etats est en train de devenir un droit, depuis l'adoption de la résolution 688 du Conseil de Sécurité qui enjoignait l'Irak de laisser passer les secours humanitaires,

au nom des menaces que la présence de centaines de milliers de réfugiés Kurdes faisait planer sur la sécurité et la stabilité de la région.

Le Banquet: Ce n'était même pas un droit, tout juste un principe politique ou moral.

R.B.: Oui. Un principe qui avait débouché sur une coutume, acceptée dès lors qu'elle était pratiquée par des organisations humanitaires indépendantes - on y revient! - et pour des raisons strictement humanitaires. Mais de là à laisser penser que l'on va en faire un droit positif, utilisable par les États, il y a un gouffre. Je ne vois pas comment justifier le droit à l'effraction; c'est un non-sens juridique. Les juristes sont toujours très ennuyés lorsqu'ils parlent de droit d'ingérence. Dans cette récupération de l'ingérence humanitaire par le pouvoir politique, il y a un "coup": on fait main basse sur la morale humanitaire pour en faire une ressource politique. Un gouvernement ne va pratiquer l'ingérence que lorsque cela lui rapporte quelque chose, ou au pire quand ça ne lui coûte rien. On va franchir illégalement et ponctuellement la frontière du Soudan, car ce pays n'est pas stratégique dans la politique française. On va jouer les fiers-à-bras au nord de l'Irak, pays exsangue et à genoux, dont le territoire est occupé par les troupes alliées. Mais on s'abstient en cas de complications politiques ou lorsque le bénéfice escompté est nul, comme au Soudan aujourd'hui, où le massacre continue en silence et dans l'indifférence générale. Malgré de multiples tentatives d'organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, la communauté internationale - y compris les habituels donneurs de leçons que sont les Français - reste muette sur le Soudan. Une morale dont l'application est dictée par l'intérêt n'est pas une morale, mais une forme assez sophistiquée de l'opportunisme. Mais j'y vois aussi une forme de néo-colonialisme sournois. Il y a des rencontres assez troublantes entre certains thèmes de la fin du XIXe siècle et de la fin du XXe siècle sur la mission civilisatrice de l'Occident, le devoir d'apporter les Lumières aux barbares... Le résultat est que nous n'utilisons plus le terme d'ingérence, bien trop ambigu, même si notre pratique reste la même.

Le Banquet: La conception du développement et des rapports Nord-Sud évolue depuis, en gros, la chute du communisme. Votre action s'inscrit directement dans ce contexte et l'on connaît vos positions anti-tiersmondistes. Pouvez-vous préciser votre analyse de cette évolution ? Y a-t-il des solutions radicales à mettre en œuvre pour que le développement ne soit pas un vain mot ?

R.B.: On pouvait lire autrefois, gravée sur le frontispice de nos facultés de médecine, la maxime que tout médecin devait conserver à l'esprit: primum non nocere. Cette limitation était en elle-même tout un programme que les médecins ont malheureusement tendance à oublier, comme le montre l'affaire du sang contaminé. Si l'on examinait les politiques de coopération à travers le crible de cet impératif, de nombreux programmes d'aide seraient annulés ou transformés. Ne pas nuire, c'est éviter de maintenir en survie artificielle des gouvernements qui sont plus des prédateurs que des agents politiques, c'est se défaire de l'idée selon laquelle l'État est la locomotive de l'économie alors que cela n'a à peu près jamais été le cas, sauf au Japon et en Corée. Mais s'il y a une certitude dans ce domaine, c'est que la solution radicale n'existe pas! D'ailleurs, pour trouver une solution, encore faut-il savoir à quel problème on a affaire. Le président Truman avait au moins l'avantage de formuler l'enjeu dans des termes clairs: couper l'herbe sous les pieds des

communistes. Cette "philosophie" de l'aide au tiers-monde, de l'aide au développement s'est transformée avec le temps, et maintenant que le communisme a disparu, les relations avec les pays ex-communistes sont en train de se rapprocher des relations Nord-Sud, comme le montre Pierre Hassner. Mais il va bien nous falloir accepter que les comportements socio-culturels - le productivisme, la valorisation du nouveau par rapport à l'ancien, la distinction radicale entre savoir et tradition - ne se transforment pas de l'extérieur.

Si l'on veut agir dans ce domaine, le point prioritaire est, selon moi, celui de l'instruction. L'instruction générale, plus que la formation professionnelle cherchant à faire correspondre un appareil de formation aux différents secteurs de l'économie. C'est par ce moyen que l'on peut jouer sur les générations futures. Le sous-développement est une forme de représentation du monde dans laquelle savoir et tradition sont confondus. L'époque moderne est au contraire caractérisée par leur dissociation propre à la philosophie critique. L'idéologie productiviste, ce n'est pas l'aide qui peut la créer. On ne développe pas des sociétés de l'extérieur; on peut en revanche les affaiblir par des barrières tarifaires, des limitations opposées à leurs exportations. C'est d'ailleurs ce que nous faisons. C'est toute la philosophie et la pratique de l'aide qui doivent être revus, refondus. Cela dit, je suis très pessimiste quant à une possible remise en cause, car du point de vue des institutions, le système tourne bien et donne toute satisfaction. L'aide au développement est un prodigieux gaspillage, certes, mais pas pour tout le monde: les gouvernements - donateurs et récipiendaires - se congratulent, les administrations internationales et gouvernementales prospèrent, les opinions publiques des pays riches grommellent, certes, mais opinent. Alors pourquoi s'inquiéter des effets catastrophiques de l'aide publique au développement, puisque personne n'ayant voix au chapitre n'en pâtit, bien au contraire.

Le Banquet: Personne n'ayant voix au chapitre, dites-vous... Or vous voulez changer les choses. Par votre action - qui se veut témoignage -, vous accomplissez non seulement un acte civique mais bien une action politique, certes naturellement centrée sur l'étranger. Songez-vous à une action politique en France, plus large que l'humanitaire, visant à défendre la philosophie que vous tentez de promouvoir ?

R.B.: Autant je pense que la politique est très importante, autant je ne m'y vois pas pour des raisons de tempérament. Notre société est assez ouverte pour que l'on puisse tenter de peser sur certaines de ses orientations sans pour autant appartenir à la tribu des R25.

Propos recueillis par Nicolas Tenzer et Gabriel Colboc